

*Questions orales*

Je pense que nous sommes maintenant presque dans une situation où il y aura une crise monétaire dans le pays. À cause de ce fait, je voudrais poser la question suivante au ministre des Finances: Hier, le ministre des Finances a dit à la Chambre qu'il y aurait des coupures dans les programmes sociaux, comme l'éducation, la santé, les transferts aux provinces, à cause du déficit canadien trop élevé.

Monsieur le Président, étant donné la hausse du taux d'intérêt cet après-midi, je voudrais savoir du ministre des Finances s'il est capable d'expliquer maintenant, précisément, les niveaux de réduction dans les programmes sociaux, la semaine prochaine, au Canada.

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député me paraît avoir déformé très sensiblement ce que j'ai dit à la Chambre hier, mais ce n'est pas étonnant. On peut habituellement s'y attendre de sa part chaque fois qu'il pose une question.

Il m'a demandé de lui dire ce qui figurerait dans le budget la semaine prochaine. Il sait qu'il ne m'est pas possible d'en parler. Je lui dirai cependant que s'il peut nous suggérer des moyens de réduire les dépenses de l'État d'une façon raisonnable et responsable, comme nous devons le faire dans notre pays, ses suggestions seront les bienvenues. Mais encore une fois, je n'ai reçu aucune suggestion à ce propos ni de lui, ni de ses collègues depuis cinq ans et demi.

• (1430)

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, nous avons dit à maintes reprises au ministre des Finances qu'il pourrait supprimer certaines des subventions versées à ses amis du monde des affaires et économiser ainsi des milliards de dollars.

Je ne sais pas si le ministre des Finances se rend compte que le Canada est au bord d'une très grave crise économique. Le taux d'escompte a fait un bond de un demi-point aujourd'hui, de 53 points de base, pour être plus précis.

Le premier ministre a prédit la semaine dernière à peine que le taux d'escompte baisserait au Canada avant Noël. Je voudrais que le ministre des Finances dise aujourd'hui à la Chambre comment il va faire baisser le taux d'escompte sans sabrer dans les programmes sociaux, les programmes concernant les pauvres, la santé et

l'éducation et les paiements de transfert à sept provinces du pays. Comment va-t-il le faire sans que les gens ordinaires en pâtissent?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député suggère de supprimer les subventions aux entreprises. Je voudrais lui faire remarquer que ces subventions englobent les subventions à l'agriculture, au logement social, au développement régional, à la recherche et au développement.

Cela représente la vaste majorité des dépenses de l'État qu'il rangerait dans la catégorie des subventions aux entreprises. Lesquelles de ces subventions devrions-nous supprimer, à son avis? Elles ne sont pas faciles à supprimer. Chacune est importante. Elles correspondent à des objectifs importants du gouvernement du Canada et, sauf erreur, de son parti également. Alors, dites-nous donc bien franchement lesquelles de ces subventions vous souhaitez nous voir supprimer.

**M. Vic Althouse (Mackenzie):** Le ministre doit reconnaître que la politique de taux d'intérêt élevés est la source du problème en agriculture. Si je compare cette politique que le gouvernement poursuit par l'entremise de la Banque du Canada pour soutenir la valeur du dollar aux conseils qu'il donne aux agriculteurs par l'entremise de la SCA d'«accepter les réalités du marché en évaluant leur rentabilité», je dois demander au ministre des Finances d'expliquer pourquoi il n'accepte pas ces réalités du marché comme il le recommande, il ne laisse pas le dollar canadien baisser afin qu'il trouve sans ingérence sa véritable valeur et que les prix agricoles remontent.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, ce sont de louables objectifs que le député voudrait voir se réaliser. Nous souhaitons tous des taux d'intérêt plus faibles. Mais du côté ministériel nous savons que cela ne se fait pas en un clin d'oeil.

Le loyer de l'argent ne baissera que si les éléments fondamentaux de l'économie le permettent. Les pressions inflationnistes sont si fortes en ce moment qu'aucune baisse n'est possible.

Le député nous invite à abaisser les taux d'intérêt artificiellement, à attiser l'inflation, à retourner aux conditions de 1982. S'il pense que ses amis agriculteurs de Saskatchewan veulent le retour des taux d'intérêt de 20 p. 100 et plus comme en 1981-1982, il se trompe. Nous n'en voulons pas. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour réduire l'inflation et avoir des taux d'intérêt faibles en